



MAÎTRE DE L'OUVRAGE :
Commune des Fins, Place du 8 Mai, 25500 LES FINS

OPÉRATION :
Les Fins (25) : Travaux de VRD 2019 /2020

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
ACTE D'ENGAGEMENT (AE)
+ DC4 – Déclaration de sous-traitance (le cas échéant)

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des travaux de VRD 2019 / 2020 aux Fins (25)

Mode de passation :

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et des articles 90 et 27 du décret 2016-360.

Pouvoir adjudicateur :

Le pouvoir adjudicateur, au sens de l'ordonnance du 23 juillet 2015, est la commune des Fins

Maître de l'ouvrage :

Commune des Fins

Comptable assignataire des paiements :

Le trésorier des Fins, Centre Des Finances Publiques, 6 rue Charles Brugger, 25500 MORTEAU

Personne chargée de fournir les renseignements prévus à l'article 130 du décret 2016-360:

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ARTICLE 2 - CONTRACTANT(S)

Nous, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales désignées ci-après, groupées conjointes, le mandataire du groupement étant solidaire de tous les membres du groupement, désignées dans le marché sous le nom « maître d'œuvre » ou « titulaire »

- **1^{er} contractant, mandataire et solidaire des autres membres :**(nom et qualité)
Agissant au nom de (société, en mon nom propre, ...)
immatriculé (SIRET)
ayant son siège
- **2^o contractant :**(nom et qualité)
Agissant au nom de (société, en mon nom propre, ...)
immatriculé (SIRET)
ayant son siège
- **3^o contractant :**(nom et qualité)
Agissant au nom de (société, en mon nom propre, ...)
immatriculé (SIRET)
ayant son siège
- et étant, pour ce qui concerne l'exécution du présent marché, représentés par la société
(mandataire), dûment mandatée à cet effet,

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés,

après avoir produit tous documents, certificats, attestations et déclarations prévus à l'article l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et articles 50 à 54 du décret 2016-360

AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales, membres du groupement, ne tombe sous le coup d'une interdiction de soumissionner à un marché public,

NOUS ENGAGEONS sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des pièces contractuelles, à exécuter la mission de maîtrise d'œuvre aux conditions particulières ci-après, qui constituent l'offre.

Adresse électronique à laquelle peuvent être envoyées les notifications et informations par voie électronique :

.....

L'engagement de la maîtrise d'œuvre ne vaut que si l'acceptation de l'offre lui est notifiée dans le délai maximal de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 - OFFRE DE PRIX

3.1 - Conditions générales de l'offre de prix :

L'offre de prix :

- a) est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois mo soit Mai 2019 (mois zéro - mo),
- b) résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération,
- c) comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis dans le CCAP.

3.2 - Calcul de la rémunération :

Le forfait de rémunération inclut dans chaque élément de mission % correspondant à la rémunération du mandataire pour ses frais de coordination et de représentation de l'ensemble des membres du groupement.

Forfait provisoire de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération « Fo » est fixé à (C) euros hors taxes, décomposé comme suit :

- Tranche ferme (A): euros hors taxes
- Tranche conditionnelle (B) : euros hors taxes

Ce forfait a été établi sur la base de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux « Co » de 700'000 euros hors taxes valeur Mai 2019.

Forfait définitif de rémunération

Le forfait définitif de rémunération **FD** est arrêté dès que le coût prévisionnel de réalisation des travaux « C » est établi, c'est à dire après la réception des études **d'avant-projet (AVP)**. Le coût prévisionnel des travaux « C » pris en compte est celui établi sur la base de travaux dévolus en marchés séparés (hors travaux anticipés et/ou différés).

- Si $C \leq Co + 10\%$, alors **FD = Fo**:

Si $C > Co + 10\%$, alors **FD = Fo + A/2 x (valeur de PRO+EXE1+EXE2+ACT+DET+AOR)** dans laquelle A est le pourcentage d'augmentation entre Co+10% et C.

3.3 - Modalités de rémunération :

L'annexe au présent acte d'engagement fixe la décomposition du forfait de rémunération par éléments de mission. Les prestations supplémentaires qui feraient l'objet, d'un ordre de service en cours d'exécution du marché, seront rémunérées sur la base des prix unitaires suivants :

Architecte	€ HT/jour
Ingénieur	€ HT/jour
Projeteur	€ HT/jour
Technicien	€ HT/jour

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANTS

Au stade de la passation du marché

Les annexes n° 2 à au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par un (ou des) sous-traitant(s) payé(s) directement, ainsi que le(s) nom(s) de ce(s) sous-traitant(s) et les conditions de paiement du (des) contrats de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. Cette demande est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations ainsi sous-traitées s'établit à euros hors taxes.

Après la passation du marché

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement, ou céder.

Membre du groupement qui sous-traite	Nature de la prestation	Montant TTC.
.....	€
.....	€
.....	€

ARTICLE 5 - NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCE

Nous ne pourrions donc céder nos créances ou nantir le présent marché qu'à hauteur de euros hors taxes.

Une copie de l'original de l'acte d'engagement portant une formule d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité sera délivré au titulaire du marché sur simple demande de sa part formulée auprès du maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 - DELAIS :

La durée prévisionnelle d'exécution du marché est de 1 an, période de garantie incluse.

6.1 - Délais d'établissement des documents d'études :

Les délais d'établissement des documents d'études sont les suivants :

Phase	Délai maximum (en semaines)
Avant-projet (AVP)	3
Etudes de projet (PRO)	2
ACT analyse des offres	1
Mise à jour des pièces contractuelles suite à négociation ou mise au point	1

6.2 – Autres délais :

- Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs : 7 jours ;
- Vérification du projet de décompte final et élaboration du décompte général des entrepreneurs : 7 jours ;
- Etablissement et de notification des ordres de service aux entrepreneurs : 7 jours ;
- Formulation d'un avis motivé sur toute demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant présentée en cours d'exécution du ou des marchés de travaux : 5 jours ;
- Instruction des mémoires de réclamation déposés par les entrepreneurs : 20 jours ;
- Etablissement des fiches de travaux modificatifs : 10 jours ;
- Réponse à une question posée par un entrepreneur dans le cadre de la réalisation de ses études d'exécution : 5 jours ;
- Analyse du DOE et du DIUO : 1 mois ;
- Constatation que les réserves émises à la réception ont été levées : 2 semaines

; Le point de départ de chacun de ces délais est fixé à l'article 7 du CCAP.

ARTICLE 7 - REGLEMENT DES HONORAIRES

7.1 - Avance :

Le maître d'œuvre

☐ **Accepte** de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret 2016-360.

☐ **Refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 110 du décret 2016-360.

L'absence d'indication vaut refus de perception de l'avance

7.2 - Règlement des honoraires :

Le maître d'ouvrage se libérera de sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après (joindre des RIB) :

☐ Prestations :
☐ Titulaire du compte :
Numéro de compte : (27 caractères IBAN)
Établissement :

☐ Prestations :
☐ Titulaire du compte :
Numéro de compte : (27 caractères IBAN)
Établissement :

☐ Prestations :
☐ Titulaire du compte :
Numéro de compte : (27 caractères IBAN)
Établissement :

Le maître d'ouvrage se libérera également des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leur montant au crédit des comptes qui seront indiqués dans la ou les éventuelles annexes à l'acte d'engagement et dans le ou les actes spéciaux.

ARTICLE 8 - CLAUSES DIVERSES :

8.1 : Tranche(s)

La mission fait l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

8.2 : Représentation du maître d'œuvre :

En application de l'article 3.1.1 du CCAG PI, le groupement sera représenté auprès du pouvoir adjudicateur par les personnes suivantes dûment habilitées pour prendre toute décision au nom du groupement :
titulaire : suppléant :

Le groupement sera représenté par les personnes suivantes dûment auprès des entreprises :
titulaire : suppléant :

Les interlocuteurs chargés de l'exécution de la mission au quotidien pendant toute la mission sont :
Contractant 1 :
Contractant 2 :
Contractant 3 :

Les missions principales de chaque membre du groupement sont les suivantes :
Contractant 1 : (préciser : architecture, études structure, études électricité, OPC, etc.)
Contractant 2 : (préciser : architecture, études structure, études électricité, OPC, etc.)
Contractant 3 : (préciser : architecture, études structure, études électricité, OPC, etc.)

Le changement de personnes habilitées ci-avant devra être notifié immédiatement et par écrit, au maître d'ouvrage.

ARTICLE 9 : ANNEXES AU PRESENT ACTE D'ENGAGEMENT :

Les annexes au présent acte d'engagement sont constituées par :

-**Annexe 1** : Tableau de répartition du forfait provisoire de rémunération par élément de mission.

-**Annexes 2** : Annexe sous-traitance (DC4).

Le présent marché est établi en un seul original.

A , le

Pour le 1^{er} contractant, mandataire (signature et cachet)

Pour le 2^{ème} contractant (signature et cachet)

Pour le 3^{ème} contractant (signature et cachet)

Acceptation et notification

La présente offre est acceptée par le maître d'ouvrage

Fait à le

Par autorisation de l'assemblée délibérante du

Le Maire

Bruno TODESCHINI

DATE D'EFFET DU MARCHE

Reçu notification du marché le

Le titulaire du marché
Signature

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le par le titulaire.

ANNEXE 1 À L'ACTE D'ENGAGEMENT **DÉCOMPOSITION DE LA RÉMUNÉRATION** **PAR ÉLÉMENT DE MISSION**

Forfait provisoire de rémunération

Eléments de mission	Montants en € HT
AVP (compris relevés)	
PRO	
EXE	
ACT	
DET tranche ferme travaux	
AOR tranche ferme travaux	
OPC tranche ferme travaux	
Total à reporter à l'acte d'engagement (A)	

Eléments de mission complémentaires proposés par le candidat	Montants en € HT

Répartition de la rémunération

Eléments de mission	Cotraitant 1 : (en € HT)	Cotraitant 2 : (en € HT)	Cotraitant 3 : (en € HT)
AVP			
PRO			
EXE			
ACT			
DET TF			
AOR TF			
OPC TF			
TOTAL			

MARCHES PUBLICS

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire

☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*)

☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

■ Adresse électronique :

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

■ Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

■ Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

■ Dans les marchés de défense et de sécurité, lieu d'exécution des prestations sous-traitées :

G - Prix des prestations sous-traitées

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :
(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :
(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

- OU
- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
 - ☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

- ☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :
 - soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
 - soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____
le _____

A _____,

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant de l'acheteur :

M - Notification de l'acte spécial au titulaire.

(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le